

Le discours de Hubert Védrine analysé par des spécialistes

Publié le 18/10/2020

Ce décryptage se propose d'étudier les points constituant la trame de l'argumentaire de Hubert Védrine sur des sujets liés directement ou indirectement à la Russie. Chaque « condensé » de ces points fera l'objet d'un décryptage par des spécialistes.

Introduction

Hubert Védrine est un diplomate français. Sous François Mitterrand, il a tour à tour occupé les postes de conseiller diplomatique, porte-parole et Secrétaire général de l'Élysée. Ensuite il est entré au Conseil d'Etat. Pendant la cohabitation droite/gauche entre le président de la République Jacques Chirac et le Premier ministre Lionel Jospin, il est ministre des Affaires étrangères. Il est aujourd'hui à la tête d'un cabinet de conseil en géostratégie et garde une certaine influence sur la politique étrangère de la France. Il a récemment été choisi par Paris pour représenter la France dans un groupe d'experts chargés de réfléchir à l'orientation de l'OTAN. En 2012, il avait déjà été chargé par François Hollande d'une mission visant à évaluer la place de la France dans l'Alliance atlantique.

Présentation des spécialistes

Galia Ackerman est historienne, spécialiste du monde russe et journaliste. Elle est l'auteure de plusieurs livres dont *Le Régiment Immortel – La guerre sacrée de Poutine* (Premier Parallèle, 2019), *Traverser Tchernobyl* (Premier Parallèle, 2016), *Tchernobyl : Retour sur un désastre* (Buchet-Chastel, 2006), et a traduit des ouvrages de référence autour de la Russie, tels que *Les quatre guerres de Poutine* par Serguei Medvedev (Buchet-Chastel, 2020) ou encore *Tchéchénie, le déshonneur russe*, par Anna Politkovskaïa (Gallimard, 2005).

Nicolas Tenzer est chargé d'enseignement au sein du master International Public Affairs à Sciences Po Paris et président fondateur du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP). Il est l'auteur de 22 ouvrages, parmi lesquels *Resisting Despair in Confrontational Times* (avec Ramin Jahanbegloo (Har-Anand Publications, 2019), *Le monde à l'horizon 2030* (Perrin, 2011), *Quand la France disparaît du monde* (Grasset, 2008). Il est l'auteur d'une centaine d'articles sur la stratégie internationale, en particulier traitant de la Russie, de l'Ukraine, de la Syrie, du Moyen-Orient et de l'Europe et est invité comme orateur dans la plupart des conférences internationales sur la sécurité.

Françoise Thom est historienne, spécialiste de l'URSS et de la Russie postsoviétique. Elle a été maîtresse de conférences à Paris-Sorbonne en histoire contemporaine et a publié entre autres *Comprendre le poutinisme* (éditions Desclée de Brouwer, 2018), *Géopolitique de la Russie* (avec Jean-Sylvestre Mongrenier, PUF, 2016), *Beria : le Janus du Kremlin* (Les éditions du Cerf, 2013), *Les Fins du communisme* (Criterion, 1994), *Le Moment Gorbatchev* (Hachette, 1989), *La langue de bois* (Julliard, 1987), *L'École des barbares* (avec Isabelle Stal, Julliard, 1985).

Cécile Vaissié est docteure en sciences politiques, professeure en études russes, soviétiques et postsoviétiques à l'Université Rennes 2 et chercheuse au CERCLE (Université de Nancy). Elle est spécialiste des oppositions et des rapports entre culture et politique en Russie soviétique et

postsoviétique, ainsi que des questions d'influence et de propagande. Elle a publié entre autres *Le Clan Mikhalkov. Culture et pouvoirs en Russie (1917-2017)*, (Presses Universitaires de Rennes, 2019), *Les Réseaux du Kremlin en France* (Les petits matins, 2016), *Les Ingénieurs des âmes en chef, Littérature et politique en URSS (1944-1986)* (Belin, 2010), *Russie, une femme en dissidence : Larissa Bogoraz* (Plon, 2000) et *Pour votre liberté et pour la nôtre, Le Combat des dissidents de Russie* (Robert Laffont, 1999).

Méthodologie

Le choix éditorial pour ce travail d'analyse a été de se concentrer sur le discours qui touche à des thématiques liées à la Russie. Il a consisté en une veille des propos de Hubert Védrine, effectuée à partir de matériaux tels que des interventions télévisuelles, radio, audio, écrites, ou encore de livres (voir bibliographie en fin de document). Chaque question est un « *digest* » (condensé) de sa pensée sur une thématique spécifique. Et, sous chacune d'entre elles, se trouve une proposition d'analyse de nos spécialistes. Douze de ces condensés seront étudiés, comme suit.

Condensé n°1 : Il n'y a pas eu de grandes négociations internationales après la chute de l'URSS. Les Occidentaux ont cru qu'ils étaient les « maîtres du monde » et que les autres devraient se plier à leurs principes (sermons, sanctions, ingérence, voire interventions militaires). La Russie a été considérée pendant une assez longue période comme quantité négligeable. Vladimir Poutine a tendu la main aux Occidentaux pendant ses deux premiers mandats et ces derniers ont eu le tort de ne pas répondre vraiment. Aujourd'hui c'est la fin du « monopole » occidental sur la puissance et les valeurs. Il faut sortir de cette ligne générale « occidentaliste ». Poutine conteste l'hégémonie libérale occidentale. Le Quai d'Orsay est plein de « néo-conservateurs américains à la sauce française ». Ce sont des occidentalistes, ils pensent que l'Occident a triomphé, et en concluent entre autres qu'il ne faut pas être trop en contradiction avec les USA, qu'il ne faut pas de politique étrangère trop autonome.

Cette présentation des choses est à la fois très proche du discours officiel du Kremlin et très éloignée de la vérité historique. A la fin de la guerre froide, la Russie n'a pas été considérée comme quantité négligeable : Bill Clinton accordait une grande importance à sa politique russe. Sa priorité était d'aider Boris Eltsine et de favoriser le développement démocratique de la Russie, même si ses efforts n'ont peut-être pas été pertinents ou adroits. Notons que la Russie a eu très tôt sa place dans le concert des nations de l'après-guerre froide; elle n'a pas du tout été tenue à l'écart. Elle a, par exemple, été intégrée dans le groupe de contact (Etats-Unis, Russie Grande-Bretagne et France) créé en avril 1994 afin d'élaborer un plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine. En juillet 1994, la Russie a été admise au G7, en récompense de son adhésion au Partenariat pour la Paix proposé par l'OTAN, alors que l'économie russe n'était pas tellement impressionnante à l'époque.

Ce thème selon lequel la Russie aurait été « humiliée », comme le disait Jacques Chirac, est une version largement propagée par le Kremlin afin de culpabiliser les Occidentaux et les rendre faibles devant les revendications formulées par les dirigeants du Kremlin. On peut comparer cela à la manière dont Adolf Hitler utilisait le Traité de Versailles – et il ne s'agit naturellement pas de comparer Poutine à Hitler –, affirmant que les puissances de l'Entente avaient « humilié l'Allemagne » en lui imposant des conditions de paix exorbitantes. Le but était de culpabiliser les

Occidentaux, parmi lesquels les Français et les Britanniques, et de les paralyser devant ses propres ambitions. Cela étant dit, dans le cas du Traité de Versailles, il y avait un fondement réel car l'Allemagne a vraiment été traitée injustement, alors que dans le cas russe, cette accusation n'a guère de fondement dans la réalité.

Dire que « les Occidentaux ont cru qu'ils étaient les « maîtres du monde » et que les autres devraient se plier à leurs principes » : c'est aussi très éloigné de la réalité historique. Il y a eu un moment d'euphorie après la fin de la Guerre froide, moment tout à fait compréhensible car la menace communiste avait jeté une ombre sur les relations Est-Ouest. Il y a donc eu un sentiment de soulagement quand la Guerre froide s'est résolue de façon pacifique.

Il y a aussi eu un temps d'optimisme, qui n'a pas duré longtemps, après la Première guerre du Golfe. Mais dès 1993, les Américains ont essuyé un échec en Somalie ; ils ont été chassés de façon très humiliante par des groupes islamistes et ont connu les limites de leur pouvoir. Quand on lit les *Mémoires* de Madeleine Albright, on se rend compte à quel point les dirigeants américains avaient l'impression d'aller de crise en crise pendant cette période. Ce n'était pas du tout le triomphalisme qui leur est prêté par nos tenants de la « multipolarité ».

Sur la question de la « bonne volonté » de Vladimir Poutine qui aurait « tendu la main » aux Occidentaux pendant ses deux premiers mandats: ce sont aussi les lieux communs de la propagande russe, tout comme celui de l'élargissement de l'OTAN qui aurait été mené de façon à « humilier » la Russie. Il faut comprendre que l'évolution de la politique de Poutine et de la Russie ne tient pas du tout à un « rejet » ni à l'attitude des Occidentaux qui n'auraient pas répondu aux avances russes, mais à l'envol des prix du pétrole. Quand le prix du pétrole s'effondre, comme à partir de 1981-2, la politique de Moscou est plus conciliante, avec référence aux valeurs humaines communes. La politique de Mikhaïl Gorbatchev et son expression « la maison commune européenne » en est l'illustration. Quand Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir en 2000, le prix du pétrole était encore très bas. En revanche à partir de 2005, les prix du pétrole sont en phase ascendante, Poutine considère que Bush, qui s'est laissé attaquer par la presse pour sa gestion des suites de l'ouragan Katrina, est un faible incapable de « mater les médias » et que la Russie peut de nouveau revenir en force sur la scène internationale.

A partir de septembre 2005, date à laquelle Gazprom signe avec les sociétés allemandes BASF et E. ON un contrat en vue de construire un gazoduc sous la Baltique pour alimenter l'Europe occidentale tout en contournant l'Ukraine, les pays baltes et la Pologne, la Russie se sent une super-puissance énergétique. Elle a l'impression qu'elle va pouvoir prendre les Occidentaux à la gorge, surtout les Européens, avec sa suprématie dans les domaines pétrolier et gazier. Alors la politique russe devient de plus en plus agressive et cette agressivité ne fait que croître jusqu'à la guerre russo-géorgienne. Mais fin 2008, la Russie est frappée par la crise, les prix du pétrole tombent et de ce fait, la politique de Dmitri Medvedev devient plus conciliante pendant quelques mois, joue le jeu du « reset » voulu par Obama. Précisons que la même année, la Russie a mis en chantier un immense programme de réarmement : elle a besoin de la coopération occidentale pour des raisons technologiques. Pendant quelques temps, la politique étrangère russe devient ainsi plus modérée, du moins dans le discours. Mais dès que l'économie reprend, Vladimir Poutine va revenir en première ligne et pendant son troisième mandat va avoir une politique encore plus agressive à l'égard de l'Occident, étant donné qu'il attribue les manifestations à Moscou de l'automne 2011 aux manigances des Occidentaux, en l'occurrence des Etats-Unis. Cela le conforte dans ses desseins de « revanche » contre les Occidentaux.

Il n'y a pas de différence profonde, structurelle, entre le régime de Poutine et celui d'Eltsine. On a un clan oligarchique en osmose avec le pouvoir, qui pille la Russie et place ses actifs en Occident parce que le droit de propriété n'est pas respecté en Russie. Cette oligarchie parasitaire dépouille le pays tout en servant le pouvoir. Ceux qui gagnent de l'argent (Russes et étrangers) y

arrivent car ils sont au service du Kremlin. Cela étant dit, Poutine a innové sur un point par rapport à Eltsine : son système s'accompagne d'un discours patriotique de revanche anti-occidentale, alors que du temps de Boris Eltsine cette rhétorique était l'apanage de l'opposition des « bruns-rouges ». Pendant longtemps, les Russes ont supporté d'être dépouillés par les clans proches du pouvoir parce que la télévision les persuadait que le « leader national » restaurait la grandeur de la Russie. En réalité cette élite russe prédatrice est « mondialisée » à sa manière car elle est intégrée dans l'économie mondiale puisqu'elle pille les ressources de la Russie et les place en Occident. Et elle arrive à se maintenir au pouvoir en tenant un discours ultra-patriotique à la destination des masses. Le sentiment anti-oligarchique violent qui existait à l'époque de Boris Eltsine est moins visible dans la presse, mais présent sur les réseaux sociaux et mis en avant par l'opposition au régime. Aujourd'hui on a une « élite » qui se drape dans le patriotisme et dans le discours révisionniste et revanchard.

Concernant la théorie selon laquelle Vladimir Poutine contesterait l'« hégémonie occidentale » et le Quai d'Orsay serait « plein de néo-conservateurs américains à la sauce française », cette rhétorique nous amène à une question importante, celle du réalisme. Hubert Védrine se pose en « réaliste » en face des « néo-conservateurs » qui, selon sa définition, seraient des missionnaires de la démocratie sur la scène internationale et des défenseurs des droits de l'homme, qu'il traite avec mépris. Et il oppose à cela la « politique réaliste ». Or, cette invocation du réalisme est discutable parce que l'un des éléments d'une approche véritablement réaliste des relations internationales consiste justement à tenir compte de la nature des régimes auxquels on fait face.

Par exemple, dans les années 1930, tous les partisans du « dialogue » avec Hitler – et, là non plus, il n'est pas question de comparer Poutine et Hitler – se réclamaient du réalisme. Or, quand on est en face d'un régime tel que le régime hitlérien, « dialoguer » avec ce dernier est tout à fait contre-productif. Le cas de l'Allemagne est éclairant. Tenir ce raisonnement et mettre entre parenthèses tous les signes inquiétants émis par le régime nazi dans les années 1930 était une erreur politique. Les vrais réalistes étaient ceux qui tenaient compte de la logique interne du régime, de son culte de la force brutale, du crescendo de ses coups de force, et non ceux qui lui trouvaient des excuses au nom de la Realpolitik. La pierre de touche est le rapport à l'éthique car, pour une grande puissance, la violation de règles fondamentales est le plus souvent annonciatrice d'agressions à l'extérieur. Il ne suffit pas d'être cynique pour faire une bonne politique.

Pour élargir encore le débat, c'est la question de l'universalisme qui se pose. On a presque l'impression que ces soi-disant réalistes, par haine des Etats-Unis, se réjouissent de ce que l'Occident ait perdu sa prépondérance, que les valeurs occidentales soient remises en cause ; qu'ils s'imaginent qu'un ordre international meilleur peut émerger si l'on abandonne les valeurs universelles qui ont fondé l'Occident (et qui sont originaires de l'Europe). Ils pratiquent un dangereux amalgame entre l'humanitarisme, les bons sentiments (qui effectivement ne peuvent fonder une politique et servent souvent de camouflage au manque de courage et de lucidité des démocraties, à leur passivité et à leur répugnance à user de la force) et la conception des relations internationales fondée sur le droit et la distinction entre le juste et l'injuste. Au fond, il y a un relativisme derrière ce point de vue, avec lequel on ne peut pas être d'accord parce qu'il existe objectivement des régimes meilleurs que d'autres. « Meilleurs », dans le sens où ils permettent à l'individu de vivre mieux matériellement et de bénéficier des protections que lui apporte un Etat fondé sur le droit. Il n'y a pas de raison de réserver aux Occidentaux les valeurs sur lesquelles est fondée leur civilisation, et qui profitent tout autant au reste des hommes, quand ceux-ci ne sont pas dupés par des discours sur une identité imaginaire qu'il s'agirait de préserver. Il ne s'agit pas non plus – bien évidemment – d'idéaliser l'Occident, qui recouvre tant des régimes de démocratie

libérale, que des régimes sur la pente illibérale, ou illibéraux, ou des pays qui pratiquent encore la peine de mort, comme les Etats-Unis.

Mais la liberté, la vérité, le droit sont des valeurs parfaitement applicables ailleurs et ce n'est pas être « néo-conservateur » que d'en être persuadé. La question de fond est celle-ci : doit-on poursuivre un ordre international fondé sur le droit, ou accepte-t-on un « ordre » (plutôt un désordre) international fondé sur le rapport de forces ? C'est de cela qu'il retourne précisément.

Il ne reste plus guère d'« occidentalistes » pensant que l'Occident a triomphé, c'est le moins qu'on puisse dire. On voit très bien que le chaos gagne les relations internationales. Le repli des Etats-Unis sur eux-mêmes aboutit à une situation telle qu'on a l'impression que la moindre étincelle quelque part dans le monde peut déclencher une conflagration mondiale. Le rêve des tenants de la « multipolarité » est réalisé et tourne au cauchemar. Bientôt les discours sur la « vassalisation » de la France et de l'Europe par les Etats-Unis – un thème qui était au cœur de la propagande soviétique, dès après la Seconde Guerre mondiale – seront mis au rang de tous ces grands fantasmes qui ont agité la diplomatie française. Avec la Chine et la Russie, pays liberticides par excellence, nous risquons de passer sous une férule infiniment plus lourde que celle des Etats-Unis. Le sort de Hong Kong préfigure peut-être le nôtre.

La vision libérale n'est pas une vision de vassalisation, sa conception présuppose, au contraire, la liberté de tous les participants. Qu'on se souvienne de la réaction du président Johnson à la décision du général de Gaulle de quitter l'organisation militaire intégrée de l'OTAN en 1966: « Lorsque quelqu'un vous demande de sortir de chez lui, vous ne discutez pas, vous prenez votre chapeau et vous partez » et que l'on compare au sort de la Hongrie envahie par les Soviétiques pour avoir voulu quitter le Pacte de Varsovie ou plus récemment celui de la Géorgie et de l'Ukraine coupables d'avoir voulu échapper à l'orbite russe ! Il s'agit de la solidarité entre partisans de la démocratie libérale, entre partisans de cet ordre international fondé sur les valeurs libérales qui est aujourd'hui en voie de disparition et ne mérite certes pas l'acharnement que l'on met à le combattre.

Condensé n°2 : Les Russes sont très préoccupés par l'influence de l'islamisme chez les Tchétchènes et les musulmans en Russie.

Précisons que la Tchétchénie est une république autonome du Caucase Nord, qui fait partie de la Fédération de Russie. C'est un territoire conquis au XIX^e siècle par l'armée tsariste après des dizaines d'années de combats acharnés. Le peuple tchétchène a toujours aspiré à l'indépendance, en particulier, à cause du traumatisme profond de la déportation intégrale de ce peuple en 1944 ordonnée par Staline.

Parlons maintenant de l'islamisme. Les Russes sont uniquement préoccupés par l'islamisme dit « séparatiste ». Ils n'ont rien contre les 20 millions de musulmans dociles dont ils contrôlent plus ou moins le clergé et la vie politique, comme par exemple au Tatarstan ou au Bachkortostan. En revanche, en Tchétchénie et dans le Caucase du Nord en général, la situation est plus particulière car l'islam s'y est politisé. Quand les Tchétchènes ont proclamé unilatéralement leur indépendance avec Djokhar Doudaïev, dès 1990, il n'y avait pas de velléité islamiste. N'oublions pas que Doudaïev était un général soviétique ! Mais plus la guerre imposée par la Russie durait, et plus la société tchétchène se radicalisait, notamment à cause des djihadistes de tout poil et des muftis envoyés par l'Arabie Saoudite.

Avec Ramzan Kadyrov, le président tchétchène, le pays est tenu d'une poigne de fer et la charia est imposée. En Tchétchénie, on a autorisé par exemple la polygamie, bien qu'elle soit interdite par la législation russe. Mais ce n'est pas cela qui dérange les dirigeants russes : ce qui les dérange, c'est un islam politique qui serait en concurrence avec le régime et qui pourrait saper les fondements de l'unité territoriale, un islam qui ne serait pas sous leur contrôle. Sur ce plan-là, toute

velléité est réprimée très strictement. Ils veulent tout simplement des populations dociles et non politisées; ils ne craignent pas l'islam en soi.

En réalité, Vladimir Poutine s'accommode de n'importe quel régime traditionaliste. Il s'accommode du clergé orthodoxe, extrêmement réactionnaire, ainsi que de la mouvance hassidique du judaïsme. Il est prêt à tolérer en principe n'importe quel régime, à condition que celui-ci soit allié avec la Russie et lui permette d'exercer sa présence et son influence, d'installer ses bases, de vendre ses armes, etc. Les régimes anti-occidentaux trouvent beaucoup de compréhension chez Vladimir Poutine, comme le Venezuela, un pays marxisant, ou le régime des ayatollahs en Iran, deux régimes responsables de très graves violations des droits humains. Pour lui, un régime peut faire ce qu'il veut avec sa propre population. Il va toujours approuver des mesures restrictives et répressives chez les autres et dire que cela ne le regarde pas, du moment que ce pouvoir s'allie avec la Russie. Le dernier exemple, c'est le Bélarus. Poutine est le seul en Europe à reconnaître la légitimité d'Alexandre Loukachenko, après la réélection frauduleuse de celui-ci, à le soutenir, financièrement et moralement, et à lui avoir fourni des journalistes russes pour remplacer les journalistes grévistes présents dans ses médias d'Etat. C'est aussi simple que cela.

Il faut retenir que les alliés de Poutine sont systématiquement anti-occidentaux. Et là, tout est permis. En revenant sur son rapport à l'islamisme, on peut aussi mentionner l'enquête du *New York Times*¹ du 26 juin dernier, indiquant que d'après les renseignements américains, une unité du renseignement militaire russe aurait secrètement offert des primes à des combattants liés aux Talibans pour tuer des membres de la coalition en Afghanistan, ciblant entre autres les troupes américaines.

Condensé n°3 : Les critiques du « système Poutine » sont caricaturales et exagérées. Nous avons des rapports avec la Russie plus mauvais qu'avec l'URSS. Après l'effondrement de l'URSS, dans la décennie 1990, les Russes ont perdu près de 40 % de leur pouvoir d'achat. Au fond, nous sommes chanceux qu'il n'y ait pas eu un dirigeant plus dur que Poutine.

Il n'est pas faux de dire que nous (la France et plusieurs pays européens) avons des rapports avec la Russie poutinienne, qui sont parfois plus mauvais que ceux que la France, l'Europe et/ou l'Occident ont eus avec l'URSS, à certaines périodes. Mais il y a plusieurs raisons à ceci.

D'une part, l'URSS était vue comme un bloc irrémédiablement étranger, un adversaire dans le contexte de la Guerre froide, ce qui limitait les attentes envers elle : le but était davantage de coexister le plus pacifiquement possible que de coopérer, sauf sur des points très précis (scientifiques, par exemple). La Russie s'est voulue, après 1991, un partenaire de l'Occident ; elle a adopté un système économique censé être proche du modèle occidental, et a souhaité rejoindre des institutions occidentales et/ou mondiales (du Conseil de l'Europe à l'Organisation Mondiale du Commerce). Il est donc naturel que les conflits s'expriment davantage, proportionnellement aux attentes d'un partenariat. Ces conflits sont le reflet d'une proximité accrue, d'attentes réelles et de déceptions.

D'autre part, sur certains points, l'URSS était plus fiable que la Russie poutinienne : par exemple, en ce qui concerne les livraisons de gaz, l'URSS était considérée comme un partenaire commercial très fiable, contrairement à la Russie actuelle. Sur le plan géopolitique, une sorte d'« équilibre de la terreur » s'était établi, en Europe au moins, même si, après 1968 et la Tchécoslovaquie, de très nombreux Européens ont eu très peur que l'URSS intervienne militairement en Pologne au début des années 1980, puis dans le « bloc de l'Est » à la fin des

¹ « Russia secretly offered afghan militants bounties to kill U.S. troops intelligence says », 29 juillet 2020, disponible sur: www.nytimes.com/2020/06/26/us/politics/russia-afghanistan-bounties.html

années 1980 – ce que Moscou a d'ailleurs fait, pas à Berlin, mais à Tbilissi, Riga et Vilnius, et le souvenir en reste vivace. Actuellement, beaucoup se demandent où et comment le Kremlin va chercher à intervenir, comme il l'a fait récemment en Ukraine et en Géorgie, s'il n'est pas en train de préparer une infiltration de « petits hommes verts » ailleurs qu'en Crimée et que dans le Donbass, et de déplacer les barbelés en Ossétie pour contrôler subrepticement quelques mètres carrés de plus.

Les critiques du « système Poutine » sont caricaturales et exagérées ? Sur quels points ? Monsieur Védrine ne le dit pas : comme souvent chez lui, rien n'est précisé, alors qu'est créée l'image d'une stigmatisation injuste de la Russie.

Sur le plan économique, Poutine n'a pas réussi à transformer l'économie russe qui dépend dangereusement des matières premières. Il a pourtant eu des conditions favorables pour le faire, quand le prix du pétrole était au plus haut, mais ce n'était pas dans ses priorités.

Sur le plan des droits humains, politiques et civiques, la situation s'est considérablement dégradée au cours des vingt dernières années.

Mais de cela, Monsieur Védrine n'a pas grand-chose à faire, car il se soucie très peu de la situation intérieure de la Russie. C'est l'un des points sur lesquels il est d'une grande naïveté : il semble ne pas se rendre compte des conséquences que la situation intérieure de la Russie peut avoir sur l'ensemble des relations politiques et économiques dans cette région du monde. Monsieur Védrine veut avoir à faire à des Etats « solides et efficaces, si possibles modernes et démocratiques »², et il ne paraît pas comprendre qu'un Etat ne peut être « solide et efficace », s'il n'est pas « moderne et démocratique ». L'URSS et son effondrement en offrent pourtant un exemple.

Monsieur Védrine estime que, « dans la décennie 1990, les Russes ont perdu près de 40 % de leur pouvoir d'achat ». Sans doute était-ce plus. Des millions de personnes ont perdu toutes leurs économies à deux ou trois reprises, et n'ont pas perçu leurs salaires ou leurs retraites pendant des mois. Elles ne savaient pas quand la situation serait rétablie, et ont donc vécu dans la pauvreté et l'incertitude. Cela montre bien ce que donne une économie inefficace et des infrastructures défailtantes, même dans un pays qui a, sans doute, les plus grandes richesses naturelles au monde. Est-ce cela que veut, de nouveau, Monsieur Védrine ?

Et, soyons clairs, l'effondrement de l'économie russe dans les années 1990 n'est pas la conséquence de la chute de l'URSS, mais sa cause. Le sujet est désormais bien étudié, y compris en Russie : c'est parce que l'économie soviétique était à bout de souffle et la société soviétique à bout d'énergie (voir le rapport Zaslavskaïa) que Iouri Andropov d'abord, puis Mikhaïl Gorbatchev ont dû entreprendre des réformes qui étaient en partie celles déjà tentées dans les années 1960 et interrompues sur des arguments idéologiques (réformes Aganbeguian). Qu'un pays aussi riche en terres et en matières premières que l'URSS ne puisse pas garantir à sa population, ne serait-ce que des approvisionnements en lait et en fromage, donne une idée de cet effondrement économique. Des réformes ont donc eu lieu et, parce que plus grand-chose ne pouvait être sauvé, ni dans les relations entre républiques, ni dans l'économie, le pays a implosé. Les réformes des années 1990 n'ont certes, rien réglé dans les six mois et ont été très dures pour la population, mais elles ont en partie remis l'économie sur rails.

Et s'estimer « chanceux qu'il n'y ait pas eu un dirigeant plus dur que Poutine » témoigne d'une bien étrange logique. On peut toujours imaginer pire, sans aucun doute, mais la question n'est pas d'avoir un dirigeant plus ou moins dur : il faudrait que la Russie ait un dirigeant qui ne cherche pas, avant tout, à enrichir les siens et qui soit capable de construire une économie russe solide.

² « Hubert Védrine « Le droit de l'hommisme », posture de repli », 24 mai 2007, disponible sur : www.letemps.ch/opinions/hubert-vedrine-droit-lhommisme-posture-repli

Nous ne serons pas « chanceux » quand la Russie s'effondrera en raison de la mauvaise gestion de ce pays par Monsieur Poutine et ses amis. D'ailleurs, la question n'est pas que nous soyons « chanceux » : la question est que la société russe ne l'est pas avec un dirigeant aussi incapable, ne serait-ce qu'en économie.

Condensé n°4 : Le 11 septembre 2001, Vladimir Poutine a dit à George W. Bush qu'il voulait « aider contre le terrorisme » et qu'ils étaient tous deux du côté de « la civilisation contre la barbarie ». Barack Obama a, quant à lui, pensé à s'adresser au monde musulman parce qu'il a peut-être considéré, sans le dire, que, dans ce qu'avait dit Samuel Huntington dès 1993 sur le risque de « choc des civilisations » notamment entre l'Occident et l'Islam, qui avait horrifié tous les « bien-pensants » et l'avait fait vivement condamner par les « chiens de garde de la bien-pensance universaliste », il y a malheureusement un avertissement fondé qui conduit à tout faire pour enrayer ce risque. Les Européens ont une vision idéalisée du monde, de la communauté internationale. Ils se croient dans le monde des bisounours alors que c'est Jurassic Park.

Sur les propos de Vladimir Poutine à George W. Bush, cette affirmation doit être prise avec beaucoup de réserve, aussi bien a priori, au moment où cette phrase aurait été prononcée, que par la suite. Il faut d'abord rappeler les événements qui ont précédé la Deuxième guerre de Tchétchénie et qui ont été l'occasion pour Poutine de la lancer : ces fameux attentats à la bombe en Russie visant des immeubles, dont on pense aujourd'hui sérieusement qu'ils ont été fomentés par le FSB, les services de renseignement russes. Ces attentats ont fourni le prétexte essentiel à Poutine pour s'engager dans cette guerre, en partie pour des raisons électorales. Elle fut une guerre totale, une vraie guerre d'extermination, infiniment plus sanglante et meurtrière que la Première guerre de Tchétchénie lancée par Boris Eltsine. Dire d'une personne qu'elle aurait lutté contre le terrorisme alors qu'elle-même a commis ou fait commettre des actes de terrorisme est quelque peu paradoxal.

Ensuite on peut regarder ce qu'a fait Vladimir Poutine après 2015, lors de l'intervention russe en Syrie. Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, constatait lui-même le 9 octobre 2015³ que « 80% à 90% » des frappes russes ne visaient pas les forces de l'Etat islamique.

Dire que Vladimir Poutine combat le terrorisme, lorsqu'on observe sa pratique initiale et bien plus récemment sa pratique en Syrie, paraît en complet décalage avec la réalité. Certes, comme tous les chefs d'Etat, il doit être vigilant aux actes terroristes internes pouvant être commis et il peut d'ailleurs y avoir ponctuellement des accords de coopération et des échanges d'informations bien ciblés entre les différents services, pour déjouer certaines actions de groupes extrémistes. Cet échange est d'ailleurs réciproque : une information que les services américains avaient transmise au Kremlin lui a permis de déjouer un attentat en Russie. Ce fait a été rendu public en décembre 2019. Mais Vladimir Poutine est responsable de crimes de guerre en Ukraine et surtout en Syrie.

L'interprétation de la stratégie de Barack Obama peut laisser dubitatif : le discours dit « civilisationnel » est totalement étranger à l'ancien président américain. Au contraire, Obama souhaitait trouver un lien et un terrain d'accord entre le monde musulman et le monde occidental. Pour lui, il n'y avait justement pas d'opposition entre les aires de civilisation, en particulier entre le monde musulman et nous, telle que la voyait Samuel Huntington. Le discours du Caire visait à exprimer le partage des mêmes principes et valeurs : aspiration à la liberté, droits de l'homme, règles de droit, de transparence, de bon gouvernement, de lutte contre la corruption, etc.

Cette « opposition » civilisationnelle à la Huntington renvoie dans l'imaginaire, tel qu'il est exprimé ici, à une forme de culturalisme, voire de naturalisme, philosophique. Ce discours peut

³ Interview de Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, avec Europe 1 le 9 octobre 2015, sur la situation en Syrie et en Libye et sur les élections régionales, 9 octobre 2015, disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/196511-interview-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-la-defense-avec-europe>

inciter à penser que la vision de Samuel Huntington devrait être réhabilitée et que le monde musulman sinon serait à jamais voué à une forme d'extrémisme et de barbarie, du moins ne serait jamais mûr pour la démocratie, les droits de l'homme et la liberté.

On retrouve ce discours chez un certain nombre de conservateurs. Il a déjà été beaucoup entendu au moment des Printemps arabes et est présent chez ceux qui considèrent que Russie, Chine et pays d'Asie centrale notamment ne pourraient être, en raison de leur histoire, de leurs traditions ou de leur sociologie, des pays mûrs pour la démocratie. Beaucoup ont sous-entendu en effet que, finalement, ces populations seraient faites pour être gouvernées par des régimes forts, sinon des dictateurs. C'était déjà le discours d'Alain Peyrefitte dans les années 1970 à propos de la Chine et on le voit ressurgir périodiquement du côté de ceux qui s'accommodent des dictatures arabes, russe et chinoise. Cela ressemble fort à l'argument que dénonçait déjà Aristote sur le fait que certains hommes auraient une « âme d'esclave ». Dans ce type de rhétorique, les droits de l'homme, les progrès de l'humanité et les évolutions du monde et des sociétés n'ont pas de place. Or, toute l'histoire des peuples et en particulier les mouvements de protestation, que ce soit en Asie ou dans le monde arabe, montrent que cette idée d'aire de civilisation est tout simplement fautive. Rappelons que, d'après Huntington, il n'y aurait jamais dû y avoir de guerre entre la Russie et l'Ukraine. Cette théorie n'est pas satisfaisante sur plusieurs points. Qualifier tout cela de « bien-pensance » relève, au-delà de tout jugement de nature morale, d'une erreur historique et factuelle.

Parler des « chiens de garde de la bien-pensance universaliste » et clamer que les Européens auraient une « vision idéalisée du monde » relève d'un discours anti-aronien. Cette rhétorique réduit les droits de l'homme à une sorte de « lubie ». D'après Raymond Aron, le réalisme doit tenir compte d'abord des menaces, pas seulement militaires ou sécuritaires, mais aussi des menaces contre nos valeurs. Or, cette idée est totalement étrangère au discours de Hubert Védrine qui réduit la défense des valeurs à une illusion et ne paraît pas prendre en compte ici les menaces de sécurité. De ce fait, il en est logiquement réduit à invoquer des arguments naturalistes ou culturalistes pour témoigner de son indifférence aux libertés.

Les Européens ne sont pas les seuls à être universalistes : les populations manifestent pour leurs droits où qu'elles soient, dans les rues de Hong Kong, Moscou, Deraa, Alep et Kafranbel, Alger et Khartoum, Istanbul, Minsk, Kiev et Le Caire, ou encore en Amérique latine. Ce n'est pas parce qu'on n'a pas eu une éducation « à l'occidentale » fondée sur l'apprentissage des grands principes tels qu'énoncés par Locke, Montesquieu, Rousseau et Arendt, ou sur l'exégèse de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, que l'on n'est pas en faveur de ces principes de liberté. L'universalisme n'est pas une idée théorique, mais une réalité vécue par des millions de personnes, souvent peu éduquées et n'ayant eu aucun échange avec l'Occident. Le culturalisme, au contraire, renvoie toujours à des aires de civilisation et conduit à prétendre que l'universalisme est une chose qui n'existe pas. Afin de légitimer l'oppression et d'écarter d'un revers de main méprisant l'insurrection des populations pour la liberté, on prétend que l'universalisme est un occidentalisme et d'aucuns y voient même la marque de l'impérialisme. Pourtant la réalité n'est pas celle-là.

Ce discours révèle une vision tronquée de l'histoire et, pour tout dire, est à l'opposé du réalisme, lequel suppose de connaître la réalité. De ce fait, dès qu'un événement – comme la révolte d'un peuple contre un régime oppressif – serait susceptible d'inciter, sinon d'obliger, les pays démocratiques à intervenir, les représentants de ce courant de pensée s'offusquent et s'emportent avec véhémence, accusant l'Ouest des pires maux. Ils prétendent que l'Occident s'immisce, refuse la diversité du monde, révèle sa nature belliqueuse, etc. Ils feignent d'ignorer qu'une intervention ne vise pas d'abord et essentiellement à faire respecter les principes propres de l'Occident, mais, au nom notamment de la responsabilité de protéger (R2P), entend faire respecter des principes perçus par d'autres civilisations comme universels – et plus banalement et immédiatement, il s'agit de

sauver des milliers de vies humaines et de marquer un coup d'arrêt à des régimes qui, ne l'oublions jamais, menacent directement les démocraties. Cette pensée est particulièrement inquiétante car elle est très profondément an-historique et irréaliste : elle se fonde sur une conception figée de l'histoire.

D'une certaine manière, la conception de l'histoire de Hubert Védrine semble s'être arrêtée au XVII^e siècle, même avant la Révolution française, sinon avant le Bill of Rights britannique. Pour ces gens-là, tout ce qui s'est passé depuis, la révolution américaine, la révolution française, les deux guerres mondiales, le processus de décolonisation, le génocide rwandais, Srebrenica, les révolutions au Moyen-Orient, n'a pas eu lieu. Il s'agit d'une vision de l'histoire extraordinairement fixiste et étroite.

Ce discours sur la politique étrangère ne semble poursuivre aucun objectif : c'est l'expression quasiment parfaite du conservatisme à l'état chimiquement pur. Selon sa grammaire, l'ordre des rapports de puissance établi à un moment T ne doit pas être modifié. Si l'on poursuit le cheminement de cette pensée, devant la montée du soviétisme, du nazisme, du fascisme ou de toutes les formes d'oppression dans le monde, il ne fallait surtout pas réagir. Le seul objectif de cette vision de la politique étrangère est de maintenir l'ordre établi tel qu'il est.

Quant à l'emploi par Hubert Védrine du mot-valise « bisounours », il révèle un singulier détournement. S'il entend dire que le monde n'est pas en partie régi par des idéalistes au grand cœur, mais plutôt des tyrannosaures, on pourra aisément lui donner raison. Précisément, il s'agit d'éviter qu'ils nous dévorent et, pour reprendre une autre expression courante, nous ne saurions être des herbivores dans un monde de carnivores. Mais ce n'est pas ce qu'il signifie : les « bisounours » pour lui sont ceux qui entendent imposer la loi internationale, les libertés et les droits de l'homme. Or, ce n'est pas parce qu'ils ont des idéaux de ce type qu'ils doivent se comporter en « prophètes désarmés » comme disait Machiavel. Ils doivent s'opposer, si besoin est par l'action militaire, aux menaces de ces prédateurs. Pourtant, on pourrait précisément avoir l'impression que M. Védrine se comporte en « bisounours », acceptant par avance la domination de régimes criminels et cherchant à consacrer notre impuissance et notre soumission par une rhétorique quand même assez courte.

Condensé n°5 : Les Américains entretiennent une vision de la Russie selon laquelle elle constituerait un danger. Ils ne veulent pas de relation apaisée avec elle, ils ont besoin d'adversaires historiques. Beaucoup de puissances ont besoin que la Russie reste une menace. Elles ont transposé sur elle toute l'analyse qu'elles faisaient sur l'Union soviétique. Sur la Russie, Donald Trump avait « plutôt raison » contre l'État profond américain. Il voulait établir des relations plus réalistes avec la Russie mais « le système l'a coincé ». L'« État profond » s'est aussi manifesté quand il a douté de l'article 5 de l'Alliance sur l'OTAN.

D'un point de vue historique, dire que les Américains ont besoin de l'ennemi russe est complètement inexact. De 1945 à 1949, il a fallu que les Britanniques et les autres Européens déploient beaucoup d'efforts pour convaincre le Sénat américain d'impliquer les Etats-Unis dans la sécurité européenne. Et après la fin de la Guerre froide, la Russie a immédiatement cessé d'être perçue à Washington comme un danger et comme une préoccupation de sécurité nationale. La plupart des experts en soviétologie ont été congédiés et ont dû se recycler dans d'autres disciplines. Bill Clinton a beaucoup investi dans ce qu'il pensait être l'évolution démocratique de la Russie. Il souhaitait favoriser et appuyer Boris Eltsine dans cette tâche de réforme du pays : il n'avait pas compris ce qui s'y passait. Et il discernait mal les développements en Russie parce que les Etats-Unis manquaient de spécialistes qui comprennent la Russie après la fin de la Guerre froide. La Russie n'était plus un problème pour les Etats-Unis. Elle n'était considérée ni comme un adversaire historique ni même comme une nuisance.

Pendant très longtemps, les Américains n'ont pas vu les évolutions profondes ayant lieu en Russie. George Bush était très surpris quand il entendait les tirades pleines de ressentiment que lui faisait Poutine. Et Barack Obama – on le sait maintenant – a été pris complètement par surprise au moment de l'annexion de la Crimée. Ses services secrets l'avaient pourtant averti de cette possibilité, mais il n'y croyait pas, par manque d'intérêt pour la Russie. Il a fallu la guerre russo-ukrainienne pour que les Américains commencent de nouveau à se préoccuper de l'hostilité que la Russie leur manifestait.

Dire que beaucoup de puissances ont besoin que la Russie reste une menace fait aussi partie de la propagande du Kremlin. En fait, les Russes eux-mêmes étaient extrêmement vexés par le fait que les Américains ne faisaient pas attention à eux. A partir du moment où Evgueni Primakov est devenu le chef de la diplomatie russe, en 1996, déjà sous Boris Eltsine, les dirigeants russes ont tout fait pour prouver aux Etats-Unis que la Russie pouvait rester une puissance de nuisance à leur égard et qu'elle devait être prise au sérieux. Mais les Américains ne le voyaient pas, ils ne comprenaient pas le message. En effet, la politique américaine était surtout tournée vers l'intérieur.

Quant à l'assertion selon laquelle un certain nombre de puissances auraient transposé sur la Russie toute l'analyse qu'elles faisaient sur l'Union soviétique, il faut dire que la Russie s'est donné beaucoup de mal pour que les Occidentaux voient les choses de la sorte. On peut observer, par exemple, la manière dont Staline est sournoisement réhabilité⁴ dans la Russie de Poutine. On peut constater tous les traits de soviétisation qui refont surface en Russie depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine, à commencer par le retour de la musique de l'hymne soviétique⁵, le contrôle sur les médias, l'intensité de la propagande de haine de l'Occident, les jeunesses poutiniennes qui calquent les mouvements des jeunesses communistes, l'assimilation de l'opposant à un traître à la solde de l'étranger, la réécriture de l'histoire, etc.

Il faut noter aussi un trait très significatif : l'énorme effort d'armement - là encore, on pense à l'URSS. La population russe est sacrifiée à ces dépenses militaires extravagantes. On a l'impression que tout l'Etat travaille pour un projet de politique étrangère, se mobilise pour un projet de puissance d'expansion territoriale. C'est tout à fait le modèle soviétique, avec certes des différences mais aussi de nombreuses analogies. Et ces analogies ne sont pas des mirages dans la vieille tête malade des ex-soviétologues « hystériques », c'est la réalité qui les fait surgir. Cette re-soviétisation de la Russie post-communiste incite à tirer des conclusions.

Quant à cette idée selon laquelle Donald Trump aurait eu plutôt raison contre « l'Etat profond américain » et que « le système » en aurait profité pour le bloquer, on peut observer un petit relent de complotisme. Elle suggère qu'il existerait une « coulisse mondiale » qui tirerait les ficelles et à laquelle se heurterait Trump. Il est vrai que l'administration américaine n'est pas forcément sur la même longueur d'ondes que le Président sur ses options de politique étrangère. Cela tient au fait que Trump méprise les experts, malgré ses lacunes considérables. Il ne tient pas compte des analyses des services de renseignement qu'il ne lit même pas. D'ailleurs il limoge régulièrement ses collaborateurs depuis qu'il est au pouvoir. La politique américaine est complexe, elle est conçue en fonction de forces très diverses. Ce n'est pas comme en Russie où Vladimir Poutine décide de tout. Encore une fois, quand on se réfère au « système » qui aurait par exemple empêché Trump d'améliorer les relations avec la Russie, on désigne finalement les experts qui ont une connaissance des dossiers, qui prennent en compte les agissements passés de Vladimir Poutine et en tirent d'utiles leçons.

⁴ VITKINE Benoît, « Russie, la mémoire mutilée du goulag », 11 octobre 2019, disponible sur : www.lemonde.fr/international/article/2019/10/11/russie-la-memoire-mutilee-du-goulag_6015135_3210.html

⁵ VAISSIÉ Cécile, *Le Clan Mikhalkov. Culture et pouvoirs en Russie (1917-2017)*, Presses Universitaires de Rennes, 2019.

Condensé n°6 : L'accord d'association entre l'Ukraine et l'Europe avait pour but de couper les relations économiques entre l'Ukraine et la Russie.

Les formules simples sont rarement les bonnes. Une contextualisation historique est nécessaire : l'Ukraine était un Etat issu de l'Union soviétique. Et, en Union soviétique, de façon tout à fait délibérée, la production était organisée de façon à ce qu'il y ait beaucoup d'interconnexions entre les républiques et qu'aucune république ne soit auto-suffisante économiquement parlant. L'Ukraine avait la seule agriculture en état de marche en ex-Union soviétique, du fait de la fertilité extraordinaire des sols. Elle possédait également une industrie lourde et une industrie militaire importantes qui desservaient toute l'URSS. Après l'éclatement de l'Union soviétique, certains liens se sont graduellement affaiblis, des réorientations ont été effectuées mais, néanmoins, beaucoup de liens ont été préservés.

L'accord entre l'Union européenne et l'Ukraine, qui devait être entériné en novembre 2013, visait une disparition graduelle des barrières douanières et, à terme, une libre circulation de marchandises entre l'Ukraine et l'UE. Et comme il n'y avait pas vraiment de frontières entre l'Ukraine et la Russie, les Russes craignaient que l'Ukraine ne devienne un intermédiaire dans l'importation vers la Russie, plus ou moins en catimini, des marchandises européennes sans frais de douane. Ils craignaient une forme de contrebande. En effet, si la Russie achète à l'Union européenne des marchandises, elle les taxe, donc elles ont un certain prix, et s'il y a un circuit parallèle des marchandises sur lesquelles des taxes ne sont pas prélevées, cela porte dommage aux intérêts des importateurs russes et à l'économie russe. C'est une crainte légitime.

Quelles étaient alors les possibilités d'enrayer ces craintes ? Il aurait fallu instaurer un contrôle plus strict du flot de marchandises en renforçant les contrôles douaniers. Mais cette crainte était en grande partie un prétexte, parce que le volume du commerce entre l'UE et l'Ukraine à l'époque et même aujourd'hui n'est pas énorme. En outre, la Russie, après l'Ukraine, a rejoint l'OMC qui a pour but la réduction et la suppression des barrières douanières.

En réalité, la raison pour laquelle le régime russe – on peut dire Vladimir Poutine – a incité le président ukrainien de l'époque Viktor Ianoukovitch à renoncer à l'accord (ce qui a provoqué le soulèvement pro-européen qu'on appelle le Maïdan) était politique : il craignait que l'Ukraine, qui faisait partie d'une communauté d'Etats ex-soviétiques, la Communauté des Etats indépendants (CEI), en sorte pour se réorienter vers l'Occident. Les Russes ne veulent surtout pas que l'Ukraine adhère à terme à l'UE, ni qu'elle adhère un jour à l'OTAN, se détachant de la Russie de façon irrémédiable. Tant que le Kremlin maintient l'Ukraine en état de guerre, qu'il l'affaiblit avec la guerre du Donbass notamment, l'empêche de se développer, il peut espérer un retournement de la situation.

Condensé n°7 : La volonté américaine d'élargir l'OTAN à l'Ukraine était malencontreuse et contraire à des promesses non écrites. Pour Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, intégrer l'Ukraine à l'OTAN est idiot. Brzezinski était pour au départ et, une dizaine d'années avant sa mort, il ne l'était plus, préférant une Ukraine « pays-pont » entre les deux, un pays finlandisé, c'est-à-dire neutre. Selon Kissinger, aucun effort n'a été fait pour intégrer la Russie dans un ensemble européen de sécurité.

Avec ce discours faisant référence à l'analyse de Henry Kissinger et de Zbigniew Brzezinski, on peut penser que l'auteur s'est arrêté dans son développement politique à une époque révolue depuis longtemps : l'époque gorbatchévienne.

Tout d'abord, des promesses non formelles⁶ de ne pas élargir l'OTAN à l'Est ou de ne pas y inclure l'Allemagne de l'Est avaient peut-être été faites à Mikhaïl Gorbatchev par Hans-Dietrich Genscher, James Baker ou par les Occidentaux, au moment où le Pacte de Varsovie existait encore et dans le contexte spécifique de la réunification allemande – mais en tous cas il n'y a pas eu d'engagement écrit et formel formulé en ce sens. Et c'était bien avant l'indépendance des pays ex-soviétiques et bien avant que les pays de l'ancien bloc de l'Est et les Pays Baltes rejoignent l'Union européenne et l'OTAN. En outre, ce ne sont pas les pays occidentaux qui ont invité les pays de l'Est à adhérer à l'OTAN. C'était la volonté ardente de ces peuples, tout simplement parce qu'ils avaient vécu pendant 50 ans sous tutelle soviétique et qu'ils voulaient avoir des garanties que la Russie ne les occuperait plus jamais. La volonté de la Géorgie et de l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN part exactement du même désir. N'oublions pas non plus que l'OTAN est une alliance défensive : pas d'agression, pas d'intervention.

Et si l'on veut se tourner vers le passé, alors on peut aller encore plus loin que Messieurs Kissinger et Brzezinski. Il faut se souvenir qu'en Géorgie, il y avait une république social-démocrate, créée après l'éclatement de l'empire tsariste, avec des mencheviks au pouvoir, qui ont promulgué une constitution très moderne pour l'époque. Or, l'armée soviétique a occupé la Géorgie en 1921 et y a imposé le modèle soviétique. Cette expérience aurait pu être très intéressante, si l'on avait laissé à la Géorgie la latitude de se développer librement. Cela, les Géorgiens ne l'ont jamais complètement oublié.

Quant à l'Ukraine, il y a eu plusieurs changements de régime après la révolution d'Octobre, avec une constante : une volonté très prononcée de créer un Etat national indépendant. De nos jours, la volonté d'une partie des Ukrainiens au moins d'adhérer à l'OTAN trouve sa source dans cette volonté d'indépendance, apparue, en fait, au XIX^e siècle, comme chez d'autres peuples européens. Désormais, les Ukrainiens veulent défendre cette indépendance si longtemps espérée. Au fond, c'est l'agression russe qui a poussé l'Ukraine dans les bras de l'OTAN. A l'époque de la présidence de Viktor Iouchtchenko, une grande partie des Ukrainiens étaient contre cette adhésion.

Mais l'OTAN, contrairement au propos du discours analysé ici, n'est pas du tout prête à les accueillir. L'Alliance a beaucoup de discernement dans l'acceptation des nouveaux membres et n'est pas pressée, contrairement aux Ukrainiens et aux Géorgiens qui ont vu leur intégrité territoriale violée par la Russie.

Parler aujourd'hui de promesses, de fait, non formelles et non engageantes, datant d'il y a trente ans n'est ni intéressant ni productif : il faut analyser la situation actuelle. Les aspirations des peuples évoluent et changent. Or, ce discours n'en tient pas compte : il est figé dans une époque lointaine et continue à y vivre. Et il propage un mythe de propagande: celui d'une Russie dont la bonne foi aurait été abusée. Quant à l'Ukraine « pays neutre finlandisé », cela aurait peut-être été possible s'il n'y avait pas eu l'agression russe.

Finalement, ce discours n'intègre pas une réalité pourtant simple : l'agression russe. Pour que l'Ukraine puisse réfléchir au chemin qu'elle veut suivre, il lui faut d'abord récupérer l'ensemble de ses territoires. Les troupes et conseillers russes doivent se retirer du Donbass. Concernant l'annexion de la Crimée, une politique absolue de non-reconnaissance doit être maintenue et l'oppression subie par la minorité tatare dénoncée sans faiblir. Tant que la Russie occupera la Crimée et sera présente dans le Donbass, elle restera vue en Ukraine comme une menace et un ennemi. Par conséquent, la position de l'Ukraine ne va pas sensiblement changer, le pays continuera à chercher un ancrage en Occident.

Quant au propos de Kissinger selon lequel aucun effort n'aurait été fait pour intégrer la Russie dans un ensemble européen de sécurité, le président de la République Emmanuel Macron

⁶ « NATO expansion : What Gorbachev Heard », 12 décembre 2017, disponible sur : nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2017-12-12/nato-expansion-what-gorbachev-heard-western-leaders-early

fait aujourd'hui ces efforts dans le pur esprit, selon lui, de la « Realpolitik ». D'après cette vision, la Russie est un grand pays et il faudrait s'entendre avec elle. Mais avec, entre autres, l'empoisonnement récent à l'arme chimique de l'opposant russe Alexeï Navalny et les fariboles racontées par Monsieur Poutine à Monsieur Macron sur cet empoisonnement, cette attitude est difficilement soutenable.

A ce sujet, plusieurs points sont à soulever. Tout d'abord, il faut rappeler qu'à un moment donné, la Russie a elle-même eu des velléités d'adhérer à l'OTAN. En 1991, le président russe Eltsine a exprimé le souhait de se rapprocher des Etats-Unis et de l'OTAN. En 1994, la Russie a adhéré au programme « Partenariat pour la paix » ; en 1997, a été signé l'Acte fondateur Russie-OTAN et en 2002 a été mis en place le Conseil OTAN-Russie qui a fonctionné jusqu'à l'action de Moscou en Géorgie. Mais le discours de Munich de Poutine en 2007 et la guerre russo-géorgienne ont mis fin à ces tentatives de rapprochement. La Russie actuelle est trop éloignée de nos valeurs pour qu'elle puisse être intégrée à l'OTAN. Après vingt ans de Poutine au pouvoir, c'est totalement évident.

Si l'on reste des « réalistes politiques » justement, la Russie n'est pas intégrable actuellement dans l'espace sécuritaire européen. En effet, le discours politique russe est dirigé contre l'Occident. Comment pourrait-on créer un espace sécuritaire ou signer des traités de sécurité avec un pays qui, d'une part, nous considère comme son ennemi et non pas son allié, et, d'autre part, profère systématiquement des mensonges et ne tient pas ses promesses ? Ainsi, lors de l'annexion de la Crimée en 2014, le Kremlin n'a pas tout de suite reconnu qu'il s'agissait de ses troupes. Poutine ne l'a admis que le 17 avril 2014. La même année, il a aussi décoré un certain nombre d'officiers russes et de journalistes pour leur action en vue de la « réunification » avec la Crimée. En 2014 toujours, la Russie n'a pas reconnu non plus avoir abattu l'avion MH17 de la Malaysia Airlines, qui survolait l'Ukraine, et elle ne l'a toujours pas admis aujourd'hui, alors que les preuves s'accumulent. Et on peut trouver encore des dizaines de situations, comme sa soi-disant non-ingérence dans le Donbass ou le refus de reconnaître l'empoisonnement des Skripal et maintenant celui de Navalny. Le Kremlin et ses propagandistes mentent de façon éhontée. Or, un traité stratégique – les textes officiels parlent même d'« architecture de sécurité et de confiance » (sic) – est impossible avec un menteur. C'est pourquoi cette idée d'Emmanuel Macron est une élucubration tant que le régime de Poutine est en place. D'ailleurs on n'a pas entendu de voix européennes le soutenir sur ce projet, même parmi les pays plus complaisants avec le régime russe, tels que l'Italie ou la Hongrie.

Et si l'on accuse l'Occident de ne pas avoir tenu ses promesses et d'avoir permis l'intégration de l'Europe centrale et orientale à l'OTAN, comme c'est le cas dans le discours analysé ici, alors il faut se souvenir aussi que la Russie a signé le Mémorandum de Budapest en 1994 et que l'Ukraine a rendu à la Russie les armes nucléaires stationnées sur son sol en échange de la promesse solennelle de préserver son intégrité territoriale. Certes, la Russie n'a pas ratifié ce mémorandum, comme elle fait souvent pour se laisser une porte de sortie : elle signe toutes sortes de traités et ne les ratifie pas. Cela lui permet de dire ensuite que, comme ils ne sont pas ratifiés, ils n'obligent à rien. La promesse était donc fallacieuse et elle a été suivie vingt ans plus tard par une agression pure et simple.

Nous sommes dans un monde extrêmement complexe car il n'y a plus de grandes idéologies qui définissent l'appartenance à un camp ou à un autre camp. Aujourd'hui, chaque pays fait des alliances au cas par cas. Par exemple, sur certains sujets ou à certaines périodes, la Russie compose avec le président turc Recep Tayyip Erdogan et lui livre même des armements sophistiqués, comme les systèmes de missiles S-400, et sur d'autres, comme en Syrie ou en Libye, ils sont ennemis.

En Europe, nous n'avons pas encore de politique sécuritaire commune. Nous avons déjà beaucoup de mal à nous mettre d'accord sur la politique économique commune, alors nous mettre d'accord sur un espace sécuritaire semble peu réalisable aujourd'hui.

Condensé n°8 : Les pays post-soviétiques ne veulent pas vraiment entrer dans l'Europe mais intégrer l'OTAN. D'après eux, l'OTAN est le « commissariat le plus proche pour être en sécurité », et l'Europe est la « succursale économique de l'OTAN ». C'est une vision terrible pour les Français.

S'il faut séparer l'OTAN et l'Union européenne, il est vrai que les mouvements vers l'OTAN et vers l'UE de la plupart des pays de l'Est européen sont conjoints. Est-ce étonnant ? Les deux présentent une face enviable de la liberté. Certains pays s'intéressent plus particulièrement à l'OTAN parce qu'ils se sentent menacés pour des raisons objectives : on peut prendre pour exemples la Géorgie et l'Ukraine, agressées par la Russie. Ces pays considèrent que l'article 5 du Traité de l'Alliance, cet article fondateur qui évoque la solidarité entre les parties en cas d'agression, est une garantie de défense irremplaçable, et cela, quoi que l'on pense de sa validité aujourd'hui. De fait, quelle autre organisation ou quel pays peut apporter l'équivalent ? La Géorgie, après l'agression russe de 2008, a toujours aujourd'hui 20% de son territoire *de facto* sous contrôle du Kremlin. La guerre en Ukraine a engendré, quant à elle, plus de 13 000 morts, 1,7 million de déplacés ; les Tatars de Crimée sont persécutés, et le Donbass et la Crimée sont toujours occupés.

Que ces pays, dont l'Ukraine qui se situe à trois heures de vol de Paris, veuillent intégrer l'OTAN est légitime : ils expérimentent une guerre directe, une guerre chaude, dans laquelle ils ne sont pas vraiment soutenus. La question de la défense que l'OTAN peut prodiguer n'est pas ici chose théorique, mais existentielle. Et on rappellera encore une fois que l'Alliance atlantique est défensive et non offensive. Comme les attaques de la Russie contre ces pays continuent, ils espèrent naturellement pouvoir un jour s'en prémunir.

La France a toujours été membre de l'Alliance atlantique. Elle n'a d'ailleurs jamais cessé de l'être, même pendant la période de retrait du commandement intégré à la suite de la décision du général de Gaulle de 1966. Puis Nicolas Sarkozy a décidé que la France devait y retourner et cette décision a été préparée, on le sait, par le président Jacques Chirac. Dans ce discours de M. Védrine, on devine une certaine gêne, voire honte, d'appartenir à l'OTAN – somme toute, c'est assez logique pour quelqu'un qui refuse de considérer les menaces majeures pour notre liberté. Nous devrions pourtant être fiers d'en être membre et dire publiquement cette fierté. Depuis plusieurs années, les autorités politiques françaises pourraient d'ailleurs le faire mieux et plus. Cela n'empêche pas que l'on veuille adapter et réformer l'Alliance pour faire mieux face aux menaces, en particulier russe et chinoise.

A propos de la fierté d'appartenir à l'OTAN, il faut d'ailleurs saluer la décision d'Emmanuel Macron d'aller visiter le contingent français de l'OTAN déployé en Lituanie, lors de sa visite en Lituanie et en Lettonie. Cette visite revêt une force symbolique pour les pays qui accueillent la mission « Lynx », organisée dans le cadre d'une « présence avancée renforcée » à visée dissuasive, dans les pays baltes et en Pologne. Ces pays ont le sentiment aigu d'une menace russe car ils ont déjà subi des invasions et des occupations russes et soviétiques. N'oublions pas que les pays baltes, dont une partie était intégrée dans l'Empire russe, ont été indépendants entre 1918 et 1940, jusqu'à ce que l'URSS les envahisse à la suite des protocoles secrets du pacte Molotov-Ribbentrop, puis les récupère après la guerre jusqu'en 1991. Quant à la Pologne, elle a été partagée, au XIX^e siècle, entre des empires, dont l'Empire russe, et n'a récupéré sa souveraineté qu'en 1918. Mais l'URSS lui a pris une partie de ses territoires en 1939, toujours à la suite des protocoles secrets du pacte

Molotov-Ribbentrop. Comment s'étonner que ces pays soient particulièrement attentifs et sensibles à toute volonté expansionniste russe ?

En ce qui concerne le mouvement vers l'Union européenne, il est, dans l'esprit des peuples d'Europe centrale et orientale, quoique pas toujours dans celui de leurs dirigeants, en grande partie déconnecté de l'appartenance à l'OTAN. Plusieurs facteurs sont à prendre en compte.

En premier lieu, ces pays se sentent européens. Les manifestants du Maïdan ont risqué leur vie, et certains l'ont perdue, au nom des valeurs européennes. Tous ceux qui sont allés en Ukraine depuis la fin de l'URSS en 1991, et surtout depuis 2000, ont noté la dissociation très forte qui se marquait par rapport à la Russie de Vladimir Poutine et ont constaté que ces manifestants avaient réalisé quelque chose que les dissidents russes auraient eux-mêmes aimé réaliser : établir un effet de cliquet visant à pérenniser les aspirations aux valeurs de liberté et de démocratie. Le chemin sera long, mais il n'y aura pas de retour en arrière. En Ukraine, à part le gouvernement de Viktor Ianoukovitch, les gouvernements ont montré des aspirations à la démocratie. Ils ont été élus selon des règles démocratiques inconnues en Russie, même si elles sont très perfectibles, que le degré de corruption reste terrible, et si certains signaux inquiétants nous parviennent ces temps-ci. Mais ce sont des pays où la majorité de la population aspire à la démocratie. Nous aimerions, en France, avoir un taux de vote pour l'extrême droite équivalent à celui de l'Ukraine, qui fut aux législatives⁷ de 2019 d'environ 2% et de moins de 2% à la présidentielle⁸ de la même année. Quant aux Géorgiens, le sentiment que l'appartenance à l'UE et à l'OTAN pourrait être leur planche de salut et une garantie pour l'avenir s'est accentué chez certains après la guerre russo-géorgienne de 2008. Ces derniers ont affirmé que l'identité de leur pays était européenne. Ce sentiment d'appartenance à une communauté de valeurs est un sentiment profondément ancré et différent du sentiment de sécurité.

En second lieu, les bénéfices économiques font évidemment partie des aspirations, et comment ne pas le comprendre ? Ce sentiment a prévalu pour les pays du Sud et de l'Est qui ont adhéré à l'Europe au cours des élargissements successifs. En même temps, les populations considèrent que faire partie de ce grand marché va les ancrer durablement aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, car elles aspirent aussi à des principes de bonne gouvernance, de transparence, de lutte contre la corruption, quoi que l'on pense des échecs de l'Union européenne et des développements préoccupants de la corruption ou du recul de la règle de droit à Malte, Chypre, Sofia, Bucarest, Varsovie et Budapest. Rien n'est parfait au sein de l'Union européenne et il y a des déceptions : on peut être extrêmement critique et s'alarmer, sans pour autant condamner le principe de son élargissement.

Concernant l'Europe toujours, un troisième facteur est à signaler : pour une partie des élites de pays tels que la Serbie, le Monténégro, la Macédoine du Nord ou en partie l'Albanie, l'Union européenne est une opportunité unique de moderniser les institutions, un outil contre la corruption et pour davantage de transparence. L'Union européenne est un outil de progrès non seulement économique et social, mais aussi dans les mentalités. Il faut respecter ce désir et sa sincérité. Employer des termes tels que « succursale économique » est très offensant, sinon méprisant. Pour certaines personnes, ces « petites nations », pour emprunter l'expression de Milan Kundera, n'ont aucune importance. Méfions-nous des esprits satisfaits qui ne considèrent comme dignes de considération que les anciens empires. C'est le triomphe de l'impérialisme des dictatures qu'ils préparent et avalisent.

⁷ Résultats disponibles sur : www.cvk.gov.ua/pls/vnd2019/wp300pt001f01=919.html

⁸ Résultats disponibles sur : www.cvk.gov.ua/pls/vp2019/wp300pt001f01=719.html

Ce sont pourtant des pays qui ont une énorme importance, tout simplement parce qu'il y a des hommes et des femmes qui y vivent, avec des aspirations à la liberté. Pour eux, l'Union européenne symbolise le progrès et cette sortie, enfin totale, de l'univers post-soviétique. Ils espèrent qu'une fois qu'ils l'auront intégrée – ce n'est pas pour aujourd'hui –, ils seront du côté des pays de la liberté et auront quitté leurs anciennes appartenances, qu'il s'agisse de l'ex-Yougoslavie ou encore cet univers post-soviétique. Cela n'est en rien une vision terrible pour les Français, au contraire. Nous devons nous réjouir d'accueillir de nouveaux alliés libres, et c'est préférable au cousinage avec les puissances révisionnistes, que certains appellent de leurs vœux.

Condensé n°9 : Vladimir Poutine voit toutes les révolutions oranges comme étant des manipulations des Américains, ce qui est en partie vrai. Lors du mouvement Maïdan contre l'orientation du président de l'époque et la corruption, des petits groupes extrémistes parmi les Ukrainiens annoncent l'interdiction de la langue russe. Poutine en a profité et a mis la main sur la Crimée qui est considérée comme russe par tous les Russes, y compris les dissidents.

« Vladimir Poutine voit toutes les révolutions oranges comme étant des manipulations des Américains » : ce n'est pas faux, car Vladimir Poutine n'arrive pas à penser le rôle de sociétés actives. Refusant d'accorder aux sociétés le droit d'influer sur leurs dirigeants, il explique toute action par une intervention extérieure, ennemie⁹. C'est un mode de pensée très soviétique, mais c'est en refusant aux sociétés la possibilité d'agir sur l'Etat qu'on en arrive à des révolutions : toute l'histoire de la Russie en témoigne.

Vladimir Poutine n'est d'ailleurs pas le seul, sur le territoire post-soviétique, à avoir ce genre de rhétorique. Il est ainsi frappant d'entendre Alexandre Loukachenko, confronté à des manifestations massives, spontanées et non violentes, accuser les Etats-Unis de « diriger » ces manifestants, afin de créer un « cordon sanitaire¹⁰ (regroupant) les trois pays baltes, nous [NDLR: le Bélarus] et l'Ukraine » pour isoler la Russie. Mettre en cause les Etats-Unis, l'Europe, l'Occident, l'OTAN présente un double avantage : éviter toute mise en cause personnelle et tenter de maintenir l'idée d'une menace extérieure obligeant le pays à faire bloc autour de ses dirigeants – c'est le syndrome de la « citadelle assiégée », et ce procédé est largement utilisé en Russie.

Dire que c'est « en partie vrai » n'a pas grand sens : quelle partie ? Comment ? Ceux qui sont sortis manifester sur Maïdan n'étaient pas payés par les Américains. Sans doute le modèle américain, et, plus encore, le modèle européen leur semblent-ils, le plus souvent, plus séduisants que le modèle russe : c'est le *soft power*, mais aussi la dure réalité des chiffres (salaires, retraites, etc.), qui seraient ici efficaces, et ce n'est pas la peine de faire circuler des interprétations complotistes qui, de facto, encouragent les dirigeants autoritaires postsoviétiques à faire taire leurs sociétés par tous les moyens, dès que celles-ci manifestent un désaccord.

N'oublions pas que de très nombreux Ukrainiens, dont beaucoup de Juifs, ont émigré aux Etats-Unis depuis la fin des années 1980 : ceux restés en Ukraine ont donc des informations directes, non déformées par les médias, quels qu'ils soient. De même, de nombreux habitants du Bélarus, notamment les jeunes, ont pu voyager, aller étudier ou travailler dans l'Union européenne ; ils sont donc à même de comparer les résultats économiques de l'UE et du Bélarus, ainsi que l'état des libertés civiques et politiques.

⁹ VAISSIÉ Cécile, « Le discours néo-impérialiste et néostalinien des « conservateurs » russes autour des « révolutions » ukrainiennes et géorgienne », *Les Dossiers du CERI*, janvier 2016, disponible sur : www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/le-discours-neo-imperialiste-et-neostalinien-des-conservateurs-russes-autour-des-revolutions

¹⁰ « Bélarus : une chaîne humaine géante pour dénoncer les exactions du régime », 22 août 2020, disponible sur : fr.euronews.com/2020/08/22/belarus-une-chaine-humaine-geante-pour-denoncer-les-exactions-du-regime

Il y a là, dans le discours de Monsieur Védrine, une erreur logique : il est « vrai » que Monsieur Poutine pense cela ; cela ne veut pas dire que ce que Monsieur Poutine pense est « en partie vrai ». Et il est curieux qu'un diplomate français encourage les procédés visant à réduire au silence les sociétés d'Europe centrale et orientale.

Quant aux propos sur une interdiction de la langue russe, qui aurait été annoncée, oui, le bruit a circulé que la langue russe serait interdite. Qui a fait circuler cette rumeur : des Ukrainiens « extrémistes » ? Peut-être. Et/ou des agents du Kremlin qui cherchaient à envenimer cette question, dans un contexte où le bilinguisme est quasi général et ne posait de problème à personne ? Mais de quoi Vladimir Poutine a-t-il « profité » ? Monsieur Védrine veut-il nous dire qu'il reconnaît, de facto, le droit qu'aurait Monsieur Poutine de s'appropriier tous les territoires où la langue russe serait, à tort ou à raison, menacée ? Sans compter que le Kremlin lui-même évoque des causes différentes à l'intervention en Crimée : c'est parce qu'un « coup d'Etat » aurait eu lieu et que Ianoukovitch a été chassé du pouvoir (ce qui est faux, il est parti de lui-même) que le Kremlin aurait considéré pouvoir intervenir. Les propos de Monsieur Védrine sont très graves : celui-ci justifie, à sa façon, l'attaque d'un pays indépendant et l'annexion, par l'agresseur, d'une partie des terres étrangères.

Par ailleurs, la Crimée n'est pas considérée comme « russe par tous les Russes, y compris les dissidents » : de très nombreux Russes comprennent ce qu'est le droit international et déplorent que la Crimée ait été annexée par la force et la tromperie. On sait que cette annexion, certes très soutenue par certains, a été une cause de brouilles et de disputes au sein même des familles. Que Monsieur Védrine lise donc les souvenirs de Vladimir Nabokov, immense écrivain russe, qui est passé par la Crimée avant d'émigrer définitivement de Russie après la Révolution ! Dans *Autres rivages*, Nabokov décrit une Crimée magnifique dont il souligne qu'elle est, avant tout, tatare et musulmane. Il évoque ainsi son arrivée avec sa famille près de Yalta :

« Tout en ce lieu paraissait absolument étranger ; les odeurs n'étaient pas russes, les bruits n'étaient pas russes, l'âne que l'on entendait braire chaque jour juste au moment où le muezzin se mettait à psalmodier du haut du minaret du village (...) était assurément de Bagdad. (...) Brusquement je ressentis tous les serremments du cœur de l'exil¹¹. »

La Crimée est aussi grecque, en lien direct avec la Méditerranée, comme le soulignait le poète Ossip Mandelstam¹².

Vladimir Nabokov et Ossip Mandelstam sont incomparablement plus fiables, en matière d'identité russe, que les communiqués actuels du Kremlin – et que la compréhension déformée qu'en a Monsieur Védrine.

Condensé n°10 : Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev n'ont pas digéré la fin de l'Union soviétique et n'ont pas admis le fait que pendant dix ans on ait prétendu gérer le monde sans eux. Ils veulent utiliser une sorte de pouvoir de nuisance périphérique ou résiduelle pour montrer qu'ils sont toujours là.

Dire qu'on a prétendu gérer le monde sans eux est totalement inexact, on l'a vu plus haut. Il n'est que de voir les longues hésitations de l'administration Clinton avant de prendre la décision de l'élargissement de l'OTAN. Après l'éclatement de l'URSS en décembre 1991, la Russie a hérité du siège de l'URSS au Conseil de Sécurité de l'ONU. En revanche, la deuxième partie de l'analyse, sur le pouvoir de nuisance est exacte. En fait, Poutine et Medvedev auraient souhaité un monde

¹¹ NABOKOV Vladimir, *Autres rivages. Autobiographie*, Paris, Folio, p.308-309.

¹² МАНДЕЛЬШТАМ Надежда, *Воспоминания*, New York, Из-ство им. Чехова, 1970, p.269. МАНДЕЛЬШТАМ Надежда, *Вторая книга*, Москва, Из-ства Олимп-Астрель-АСТ, 2001, p.340.

bipolaire, c'est-à-dire être sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis. Mais leur position réelle ne leur permettait pas d'y prétendre puisque la Russie est devenue une puissance européenne moyenne et que les Américains la voyaient un peu comme une grande Pologne.

Quant à la nuisance périphérique ou résiduelle de la Russie aujourd'hui, la politique de Poutine a consisté essentiellement à susciter des problèmes partout où il le pouvait aux Etats-Unis, sur le plan extérieur et intérieur, avec la propagande sur les réseaux sociaux par exemple. Le « cuisinier de Poutine », Evgueni Prigogine, finance une Agence de recherche d'internet, en réalité une « fabrique de trolls » du net dont la tâche est de susciter de vastes mouvements d'opinion d'apparence spontanée favorables aux thèses russes. Il a d'ailleurs fait l'objet de sanctions¹³ de la part de l'Union Européenne le 15 octobre dernier pour ses activités en Libye, d'après le document officiel. Il y est décrit comme « un homme d'affaires russe ayant des liens étroits, notamment financiers, avec la société militaire privée Wagner », elle-même accusée de menacer « la paix, la stabilité et la sécurité » en Libye et d'avoir violé de manière répétée l'embargo sur les armes dans le pays. Pour rappel, la présence de ces mercenaires est aussi signalée, entre autres, en Syrie, en République centrafricaine, ou encore au Mozambique¹⁴. Dans cette même série de sanctions, d'autres proches de Vladimir Poutine ainsi qu'une entité liée à la production de l'agent neurologique « Novitchok », un peu plus tard chargée de détruire le stock d'armes chimiques hérités de l'Union soviétique, ont aussi été visés, dans le cadre de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny cette fois.

Concernant cette nuisance périphérique toujours, la blogosphère russe a pris très au sérieux au printemps 2015 l'hypothèse d'une guerre civile aux États-Unis à cause de l'affrontement des clans Obama/Clinton et des émeutes raciales (déjà). Vers la mi-2015, la « fabrique de trolls » employait 800 à 900 personnes. Ses objectifs deviennent plus ambitieux : désormais elle a pour mission d'attiser un climat de guerre civile dans les pays occidentaux, notamment aux États-Unis. Mentionnons aussi l'ingérence russe dans la campagne électorale américaine. Au début, il ne s'agissait que de discréditer Hillary Clinton donnée par tous pour gagnante, d'insuffler le doute chez les Américains sur l'honnêteté du scrutin et de la candidate, de manière à affaiblir la crédibilité des institutions démocratiques outre-Atlantique (les mêmes scénarios ont été rodés en Europe). À la mi-2015, un groupe de hackers russes commence à pirater le serveur du parti démocrate et à accumuler des documents embarrassants pour la campagne d'Hillary Clinton. Au début de 2016, un deuxième groupe de hackers, que le FBI estime être un instrument du GRU, les services du renseignement militaire russe, réussit à pirater les mails de John Podesta, le responsable de la campagne d'Hillary Clinton, et une partie des documents obtenus sont rendus publics à partir de juillet, par des révélations sur Wikileaks et ailleurs. Fin juillet 2016, John Brennan, alors directeur de la CIA, se convainc que les Russes ont déployé une ambitieuse opération d'ingérence dans les élections américaines. En août, les Américains acquièrent la certitude que Poutine est l'instigateur de l'opération. Certains veulent une riposte énergique ; mais Obama choisit d'avertir Poutine en tête-à-tête au sommet du G20 en Chine et de le menacer de sanctions dévastatrices pour l'économie russe.

A partir de là, les Russes mettent l'accent sur les réseaux sociaux plus que sur les intrusions cybernétiques. Une enquête sur les faux comptes ouverts par les employés de l'Agence de recherche internet, l'« usine à trolls » de Saint-Pétersbourg mentionnée plus haut, révèle que la plupart des messages ciblaient des thèmes sociaux et politiques visant à exacerber les divisions politiques aux

¹³ L'énoncé des sanctions dans l'*Official Journal of the European Union* est disponible ici: eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=OJ%3AL%3A2020%3A341%3AFULL&from=EN&fbclid=IwAR1uy9zo2xb_5Ebdv_H8DIYaYoIngW77vj2jh2xdSGRPyVOugyU7Gw_OVmU

¹⁴ « Russie: Wagner, le bras armé privé de Moscou », février 2020, disponible sur: www.rfi.fr/fr/europe/20200201-groupe-wagner-une-société-militaire-privée-russe

États-Unis, immigration, port d'armes ou encore antagonismes raciaux. Deux sites, BlackMatters US et Black Fist, également liés à l'Agence de recherche internet, s'efforcent de recruter des activistes noirs, les incitant à documenter sur le web les brutalités policières et finançant des cours d'autodéfense pour les Noirs. Un exemple parmi d'autres : en mai 2016 s'est tenue à Houston une manifestation de suprémacistes blancs sous la bannière « Stop Islamization of Texas » qui apparaît, après enquête, avoir été organisée par les trolls russes grâce au faux compte *Heart of Texas*. *Heart of Texas* encourageait les activistes à venir armés. Or un autre groupe contrôlé par les trolls russes, *United Muslims of America*, était invité à manifester au même endroit sous le slogan « Save Islamic Knowledge » : les deux groupes de manifestants se trouvèrent face à face. En conclusion, citons ces paroles prémonitoires de Maxime Chevtchenko, commentateur à la radio *Ekho Moskvy*, au moment de l'inauguration de Trump :

« Je veux que ces quatre années voient un raz-de-marée de la confrontation politique aux États-Unis [...]. Je veux voir l'élite des États-Unis s'affronter à un nouveau Gettysburg. [...] Je souhaite que les Américains connaissent ce que nous avons vécu. Je veux que les Mexicains exigent le retour du Texas. Je veux qu'au Vermont, de nouveaux confédérés et des militants populaires se soulèvent contre le pouvoir fédéral. Je veux que les Afro-Américains de Ferguson se souviennent des policiers blancs qui ont tué les leurs. [...] Voilà pourquoi l'arrivée au pouvoir de Trump m'inspire beaucoup d'espoir. Voilà pourquoi je l'ai soutenu et soutiendrai tous ceux dans l'establishment américain qui iront à la confrontation, la division et la scission. [...] Tous contre tous – voilà mon scénario pour l'Amérique¹⁵. »

Au Moyen-Orient, Poutine veut très clairement que la Russie se substitue aux États-Unis : la presse russe a montré triomphalement comment les troupes russes occupaient des bases évacuées en hâte par les Américains en Syrie. Dans ce pays, Poutine a voulu montrer que la Russie peut réussir là où les Occidentaux ont échoué, tout comme en Afghanistan ou ailleurs au Moyen-Orient. En Europe aussi, les divisions au sein des pays démocratiques ont aussi été attisées. On s'en souvient, le Brexit (23 juin 2016) a été célébré en Russie comme un immense succès, annonciateur de la désagrégation de l'UE. L'assaut russe systématique contre la solidarité européenne n'a qu'une explication : en Europe aussi la Russie rêve de se substituer aux États-Unis. Poutine l'a très bien dit à Macron lors du sommet de Saint-Petersbourg en mai 2018, alors que celui-ci rappelait que les États-Unis contribuaient à la sécurité européenne : « Vous n'avez pas à vous en faire. Nous vous aiderons. Nous assurerons la sécurité [européenne]¹⁶. »

Condensé n°11 : Nous poussons Moscou dans les bras de Pékin. Se rapprocher de la Russie est dans notre intérêt, il faut revenir à une politique « plus réaliste » avec la Russie. Les critiques concernant l'invitation de Vladimir Poutine à Brégançon sont une attitude de « croisade anti-russe ».

La Russie a des relations avec la Chine, et il suffit de regarder une carte pour comprendre pourquoi. Mais en quoi consiste notre « intérêt » et quelles sont les caractéristiques du rapprochement prôné ? C'est cela qu'il faut préciser. Or, Monsieur Védrine lance des phrases toutes faites, non démontrées et non précisées, au nom d'un « réalisme » qu'il n'explique pas non plus. Son discours, se prétendant « réaliste », est, en fait, incohérent, à force d'être flou : il n'y a pas de contenu réel, juste des connotations et des jugements de valeurs.

¹⁵ Pour plus de détails v. Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, DDB, 2018

¹⁶ Путин предложил Макрону защиту, 25 mai 2018, disponible sur : rg.ru/2018/05/25/putin-predlozhit-makronu-zashchitu.html

La France n'a pas « intérêt » à ce que la Russie soit économiquement faible et, politiquement, non démocratique, car cette situation engendrera, à court ou plus long terme, des troubles en Russie. Dès lors, où serait notre « intérêt » ?

Quant à la « croisade anti-russe », cela n'a aucun sens non plus : ce sont des termes qui veulent stigmatiser l'adversaire, mais sans expliquer pourquoi. Monsieur Poutine n'est pas « la Russie » et il n'y a pas de « croisade anti-russe ». Non seulement le mot aux connotations religieuses de « croisade » est étrange, mais Monsieur Védrine, ancien ministre de la République, véhicule ici un procédé de la propagande poutinienne : critiquer les actions du « Chef » serait être « anti-russe » / « russophobe ».

Condensé n°12 : Sur la Syrie, Barack Obama n'est pas le contraire de Donald Trump. Le seul moyen qu'il nous reste pour nous montrer utiles est peut-être de compter sur l'intérêt qu'a la Russie de remettre dans le jeu le seul pays occidental crédible sur le sujet, c'est-à-dire la France, pour contrebalancer le poids des Iraniens. Le conflit syrien a marqué la fin d'une période d'ingérence triomphante. Si on considère que l'islamisme est un vrai danger, il aurait fallu depuis des années non pas aimer le régime de Damas qui est effrayant, mais au moins se coordonner avec les Russes.

Cela rappelle un entretien au journal *Le Monde* du 13 janvier 2017¹⁷ dans lequel, évoquant la Syrie et la Crimée, Hubert Védrine disait que nous devons « prendre nos pertes sur ces dossiers ».

Sur la Syrie, on peut dire, en effet, qu'il n'y a guère de différence entre Donald Trump et Barack Obama, dans la mesure où ni l'un ni l'autre ne sont intervenus. La non-intervention d'Obama en 2013, alors qu'il avait posé une « ligne rouge » liée à l'utilisation des armes chimiques, fut sa faillite devant l'Histoire. Les Etats-Unis ont perdu là toute crédibilité, bien au-delà du cas d'espèce, et à Tokyo et à Séoul, certains s'interrogent depuis au moins dix ans sur la fiabilité de la garantie de sécurité américaine. La Maison Blanche et certaines capitales occidentales ont feint de croire le Kremlin lorsqu'il a présenté de prétendues garanties sur le désarmement chimique du régime syrien. Surtout, ce refus d'intervenir s'est réitéré par la suite, notamment lors du siège d'Alep. Quant aux quelques frappes des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France le 14 avril 2018 à la suite de l'attaque chimique de la Douma par le régime syrien, elles furent d'ampleur beaucoup trop limitée pour modifier la donne et paradoxalement montrèrent par l'absurde la capacité d'intervenir de l'Occident en même temps que le refus de le faire.

Si nous étions intervenus en 2013 ou durant les années suivantes, des centaines de milliers de vie auraient pu être épargnées et nous aurions pu mettre un coup d'arrêt à un régime sanglant, d'une part, et à l'expansion de la Russie dans la région, d'autre part. Par la suite, la Russie ne serait pas intervenue comme elle l'a fait à l'automne 2015 pour sauver un régime exsangue.

Quant à cette idée de se « coordonner avec les Russes », elle est absurde sur deux de ses dimensions. Sur le plan géostratégique, l'idée de disjoindre l'Iran et la Russie en Syrie est illusoire et erronée. Il y a une concurrence entre les deux en termes de prédation des richesses, mais pour l'instant les uns et les autres soutiennent le régime de Damas et ont conjugué leurs efforts pour arrêter la Révolution syrienne en opposition au régime d'Assad. Les uns et les autres ont commis des crimes de guerre aux côtés de ce régime lors des différentes interventions en Syrie jusqu'à maintenant à Idlib. Sur le plan politique, les Russes ont toujours montré jusqu'à présent qu'ils soutenaient quoi qu'il advienne le régime de Bachar el-Assad et on peut sérieusement estimer que « se coordonner » avec eux supposerait d'accepter le fait accompli. Le faire serait non seulement

¹⁷ « Hubert Védrine : en Occident, l'heure est venue d'un inventaire sérieux sur nous-mêmes », 13 janvier 2017, disponible sur : www.lemonde.fr/international/article/2017/01/13/hubert-vedrine-la-tragedie-d-alep-symbolise-l-effondrement-des-politiques-occidentales-guidees-par-la-morale-et-l-ethique_5062264_3210.html?fbclid=IwAR1iO_p76oN88Ocnli5JLvZY0uTWA1iwJJEhE1C8GJZiKhOSz7Dd7oXEplI

bafouer nos principes en maintenant au pouvoir un homme responsable de crimes contre l'humanité, mais aussi accepter le chaos en Syrie, créé par ce même Assad, avec des conséquences majeures aussi sur notre propre sécurité.

Or, sur la question de l'islamisme précisément, ce dernier a prospéré en Irak en raison de l'échec ou de l'absence de pensée prospective après les interventions américaines, mais aussi sur les ruines que Bachar el-Assad a laissées en Syrie. Assad a lui-même libéré, dès le début de la Révolution en 2011, des djihadistes de ses prisons, sans parler de certains accords locaux entre les gangs du régime et des responsables de Daech selon de multiples témoignages. Il a persécuté des rebelles plutôt modérés ou des démocrates, d'anciens communistes... Il a laissé se répandre des combattants étrangers sur le sol syrien, a laissé se développer des groupes islamistes radicaux en Syrie qui sinon n'auraient jamais existé, cela en vue de faire avaliser son discours « soit les islamistes, soit moi ». Avant 2011, il n'y avait pas de groupes islamistes radicaux en Syrie. Ce discours sur le terrorisme manque singulièrement de repères temporels ; on a l'impression d'une sorte de pensée reconstruite qui ignore les faits.

Et dire que le régime de Damas est effrayant n'est pas une fin en soi. Des personnes qui s'accommodent de ce régime usent même de ce type d'expression comme d'un artifice rhétorique qui privilégie l'expression « Oui, mais... ». A part quelques personnes très marquées à l'extrême-droite, on sait qu'on ne peut pas défendre ouvertement un régime responsable de crimes contre l'humanité et de 700 000 morts. Cette rhétorique : « Assad est terrible, certes, mais... » revient au même.

Quant au discours selon lequel le conflit syrien aurait marqué la fin d'une période d'ingérence triomphante, si cette phrase est de l'ordre du constat, elle est descriptive et exacte, tout simplement parce que nous ne sommes pas intervenus. C'est là notre faute majeure et une faute historique : dans un siècle des historiens l'évoqueront certainement. Nous aurions dû intervenir non seulement pour des raisons humanitaires et morales, mais d'abord pour des raisons stratégiques. Cette inaction a marqué le renoncement total de l'Occident à appliquer tous les principes du droit humanitaire international et à faire valoir sa responsabilité de protéger. La Syrie a été le point zéro de l'histoire, le point marquant la destruction des principes visibles de l'Occident. Cette inaction a tragiquement donné raison, par une sorte de prophétie autoréalisatrice, au régime de Vladimir Poutine dont l'un des objectifs est de vouloir détruire les normes internationales. Il lui était facile d'évoquer l'Occident lâche et, selon sa rhétorique, « efféminé ». Finalement, Moscou a montré que plus personne en Occident n'était prêt à se battre pour défendre ces normes internationales. Les conséquences sont absolument catastrophiques en termes de victimes, mais aussi d'esprit public et de défense stratégique.

Avant l'intervention russe en Syrie en 2015, on savait que les agents des services et conseillers militaires de Russie étaient présents sur le sol syrien. Nous avons laissé faire - pas la France spécifiquement, mais la communauté internationale occidentale et d'abord les Etats-Unis -, aux dépens même de notre sécurité et de notre stratégie, de la crédibilité de notre système de défense et de notre prise en compte des menaces, pas seulement de nos valeurs.

Le discours analysé ici est complètement indifférent au droit humanitaire et aux droits de l'homme en général, à l'ensemble des principes qui structurent la communauté internationale. Il ne voit que les rapports de force en considérant que, de toutes les manières, on doit immédiatement s'accorder sur la loi du plus fort, sans jamais se battre puisqu'il n'y a pas d'objectif. Ce n'est pas faire injure à Hubert Védrine que de dire qu'en politique étrangère, il est un vrai conservateur. Il s'agit au fond d'une politique étrangère sans objectif, indifférente aux principes qui structurent la politique étrangère de la France et aux valeurs qui font la France et l'Europe.

* * *

Conclusion

Si l'on voulait résumer la pensée de Hubert Védrine en quelques mots, on pourrait dire qu'elle est la version du pauvre de ce que l'un d'entre nous avait appelé la « géopolitique archaïque »¹⁸. Version du pauvre puisque, à la différence de celle d'un Kissinger, bien souvent indéfendable sur le fond, Hubert Védrine ne fait que peu de référence élaborée à l'histoire et ne s'emploie pas à approfondir et nourrir le débat avec les historiens, penseurs et stratèges qui ont une vision différente de la sienne. La pensée de l'ancien ministre français des Affaires étrangères est finalement très rudimentaire, et l'assurance qui la caractérise n'est jamais qu'une façon d'écartier toute confrontation avec des auteurs qu'il ne cite jamais et dont les analyses ne semblent guère l'imprégner. Car on aurait aimé que Hubert Védrine discute et commente Raymond Aron, John Mearsheimer ou Robert Kagan, ou qu'il débâte des constatations sur la Russie opérées par Timothy Snyder, Masha Gessen, David Satter, Catherine Belton, Andreï Soldatov, Irina Borogan ou Anne Appelbaum. Comme souvent, la stratégie du mépris illustre la fixité de la pensée et le refus de voir sa théorie démentie par l'histoire et les faits. Dans un renversement pascalien, il arrive que celui qui joue à l'esprit fort ne révèle finalement que la faiblesse de son discernement. Ce n'est pas parce qu'on joue au « réaliste » donc à l'« intelligent » qu'on est forcément l'un et l'autre. La géopolitique paresseuse de M. Védrine repose sur certains postulats simples, sinon simplistes, que Raymond Aron avait définitivement réfutés il y a plus de 50 ans.

Le premier voudrait que les Etats aient une forme d'éternité, historique et géographique, et que les régimes ne soient que l'expression momentanée de cette permanence. Pour Hubert Védrine, les régimes n'importent pas. D'après sa logique, ils sont la marque d'un Etat qui traverse le temps quel(s) que soi(ent) le(s) pouvoir(s) en place. Et mieux vaut s'adapter à ce pouvoir qu'y faire face, d'une manière ou d'une autre. Or, Aron avait rappelé cette évidence que, si la Russie n'avait pas été soviétique, sa politique étrangère eût été différente.

Ensuite, aux yeux de M. Védrine, seules semblent valoir les grandes nations qui seraient les vrais sujets de la géopolitique, et il relègue dans la non-existence les petites nations et, partant, leurs peuples. Cela lui permet de ne pas s'encombrer avec ce qui fait l'imprévision essentielle de l'histoire, à savoir la liberté des hommes. Libre à lui, de préférer, de fait, la compagnie du plus fort à « l'instant T », même si c'est celle de dictateurs, à celle des « combattants de la liberté », mais ce n'est pas une raison pour nier que les seconds font l'histoire. Dans un tel univers, les droits de l'homme n'existent pas puisqu'ils sont à la fois sortis de l'histoire et détachés de nos objectifs de sécurité. Il lui faut tout ramener à un schéma pré-écrit et rendre l'histoire prévisible.

En troisième lieu, il a une même vision restrictive des intérêts, qu'il imagine là aussi éternels et liés à l'histoire et à la géographie. Or, Aron, toujours lui, avait mis en garde contre cette tentation absurde de séparer intérêts et valeurs. On ne peut détacher le réalisme de la poursuite de buts. Le réalisme n'a jamais consisté à considérer ce qui est comme le stade définitif de l'histoire. Le réalisme est toujours noué à une analyse des menaces et à la recherche des meilleurs moyens d'action pour les contrer. Mais l'exigence de M. Védrine en termes de valeurs paraît assez limitée et son « pseudo-réalisme » – pour reprendre Raymond Aron – en pâtit.

Enfin, M. Védrine transforme immédiatement son déterminisme en fatalisme. Essayer de changer l'ordre international, et, autant qu'il est possible, de le faire correspondre aux principes exprimés par les Etats libres dans leur entreprise de construction progressive de droits internationaux reconnus, serait une tâche vaine. M. Védrine ne songe surtout pas à sortir de sa zone

¹⁸ TENZER Nicolas, « Le retour d'une géopolitique archaïque serait un désastre stratégique », 20 octobre 2019, disponible sur theconversation.com/le-retour-dune-geopolitique-archa-que-serait-un-desastre-strategique-124818

de confort, ce qui l'amène à regarder les régimes autoritaires, voire criminels, comme le dernier mot de l'histoire.

Quittant les rivages d'une analyse du réel dépourvue d'idéaux visibles, peut-être malgré lui, la rhétorique de M. Védrine fonctionne comme une idéologie. Elle fait de cette géopolitique archaïque un levier vers la réconciliation avec les pires régimes. En présentant le monde à l'envers, pour paraphraser le jeune Marx de *L'Idéologie allemande*, son système de pensée sert les propos du Kremlin et reprend d'ailleurs volontiers ses récits et ses « tics de langage ». Il finit – sans là aussi peut-être que M. Védrine s'en rende compte – comme outil de justification d'une politique extérieure agressive, et conduit à la mise à l'écart de l'oppression interne comme si elle n'était pas annonciatrice des aventures extérieures du Kremlin.

Cette distinction entre les actions de politique intérieure d'un pays et ses actions de politique extérieure entretient une forme d'illusion, dont on peut d'ailleurs retrouver quelques traces dans les discours de certains politiques ou analystes français. Elle relève d'une forme de relativisme et de naïveté, dangereuse en termes de sécurité, de défense de nos intérêts nationaux et de respect des droits humains. Car n'en déplaise à ceux qui s'adaptent aux pires régimes, ces thématiques sont bien souvent étroitement liées.

Ce sont pour toutes ces raisons que nous avons d'abord considéré Hubert Védrine comme un authentique conservateur hanté, moins par la construction sous ses yeux d'un monde incertain et dangereux par les Etats autoritaires, que par les forces qui s'y opposent et qu'il n'intègre pas dans son système de pensée. Il est dès lors loin d'être certain qu'il puisse nous aider à comprendre le monde, encore moins à y agir.

* * *

Bibliographie non exhaustive permettant d'établir les « digests »

Articles et audios

- Hubert Védrine et Gérard Araud: « La fin de l'empire américain ? », *Le Figaro*, 24 octobre 2019.
- « Face à la Russie », *Répliques* sur France Culture, avec Galia Ackerman et Hubert Védrine, 5 octobre 2019.
- « Offensive turque en Syrie: Hubert Védrine juge que le danger principal est la revanche de l'islamisme », *Radio Classique*, 15 octobre 2019.
- Comprendre le monde - Hubert Védrine - « Le monde selon Védrine » avec Pascal Boniface, 18 octobre 2017, Podcast Youtube.
- Hubert Védrine : « Il est temps de revenir à une politique plus réaliste avec la Russie », *Le Figaro*, 16 août 2019.
- Hubert Védrine : « Les occidentaux ont perdu le monopole de la puissance et de l'influence », *RFI*, 30 septembre 2019.
- Hubert Védrine: « Les élites européistes deviennent une locomotive sans wagons », *Le Figaro*, 14 février 2019.
- Hubert Védrine : « Le monde est devenu un chaos », *Jeune Afrique*, 2 janvier 2019.
- Hubert Védrine : « Les Européens se croient dans le monde des Bisounours », *Sud Ouest*, 15 juillet 2019.
- Hubert Védrine : « Le monde post-guerre froide sera chaotique pendant longtemps », *Le Figaro*, 1er novembre 2019.
- Hubert Védrine : « Je pense que la priorité absolue est de bloquer l'islamisme », *CNews*, 17 octobre 2019.
- Frappes en Syrie : Hubert Védrine souligne l'urgence « d'un dialogue avec la Russie », *Europe 1*, 14 avril 2018.
- Quelle(s) puissance(s) dans un monde semi-chaotique ? avec Hubert Védrine, matinale du Club des Vigilants, 17 novembre 2017.
- Védrine sur la Syrie: « le vrai problème c'est la Russie », *BFMTV*, 10 août 2012.
- La politique étrangère américaine, 60 minutes pour comprendre le siècle, avec Hubert Védrine, CD audio, De Vive voix.

Livres

- Hubert Védrine, *Le monde au défi*, Fayard, 2016.
- Hubert Védrine, *Dans la mêlée mondiale 2009-2012*, Fayard, 2012.

Bibliographie non exhaustive pour aller plus loin

Articles

- ACKERMAN Galia, « Vérités et mensonges de Vladimir Poutine », *Le Grand Continent*, 13 juillet 2020.
- ACKERMAN Galia, « l'Etat long de Poutine », *Le Grand Continent*, 13 octobre 2019.
- ELTCHANINOFF Michel, « La longue gouvernance de Poutine », *Fondapol*, 6 mai 2019.
- KNIGHT Amy, « We Know About the Moscow Bombings », *New York Review of Books*, 22 novembre 2012, avec des extraits de la traduction en français, proposés par Books sur Bibliobs, sous l'appellation « Le crime qui a fait Poutine », 11 octobre 2013.

TENZER Nicolas, « Le retour d'une géopolitique archaïque serait un désastre stratégique », *The Conversation*, 20 octobre 2019.

TENZER Nicolas, « La guerre russe en Syrie change l'ordre du monde et le visage du XXI^e siècle », *Huffington Post*, 20 décembre 2016.

VAISSIÉ Cécile, « Le discours néo-impérialiste et néostalinien des « conservateurs » russes autour des « révolutions » ukrainiennes et géorgiennes », Les Dossiers du CERI, janvier 2016

Livres

ACKERMAN Galia, *Le régiment immortel, la guerre sacrée de Poutine*, Premier parallèle, 2019.

BELTON Catherine, *Putin's People. How the KGB Took Back Russia and then Took on the West*, William Collins, 2020.

ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Solin/Actes sud, 2015.

GESSEN Masha, *The Future Is History. How Totalitarianism Reclaimed Russia*, New York, Riverhead Books, 2017.

GREENE Samuel and ROBERTSON Graeme, *Putin v. The People. The Perilous Politics of a Divided Russia*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2019.

HARDING Luke, *Shadow State. Murder, Mayhem, and Russia's Remaking of the West*, New York, HarperCollins, 2020.

HARDING Luke, *Collusion. How Russia Helped Trump Win the White House*, Guardian Faber, 2017.

HÉNIN Nicolas, *La France russe : Enquête sur les réseaux de Poutine*, Fayard, 2016.

SCHMITT Olivier, *Pourquoi Poutine est notre allié ? Anatomie d'une passion française*, Hikari éditions, 2017.

SNYDER Timothy, *The Road to Unfreedom. Russia, Europe, America*, Penguin Random House, 2018.

THOM Françoise, *Comprendre le poutinisme*, éditions Desclée de Brower, 2018.

VAISSIÉ Cécile, *Les Réseaux du Kremlin en France*, éditions des Petits Matins, 2016.

VAN HERPEN Marcel H., *Putin's Propaganda Machine. Soft Power and Russian Foreign Policy*, Rowman & Littlefield, 2016.